

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > **L'épidémie Covid-19, c'est de votre faute ! « Les citoyens ne décident de (...) »**

L'épidémie Covid-19, c'est de votre faute ! « Les citoyens ne décident de rien mais sont responsables de tout »

mardi 16 juin 2020, par [FAUCHOIS Gwen](#), [VIDAL Aude](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2020).

Ancienne vice-présidente d'Act Up-Paris, Gwen Fauchois a participé en première ligne aux luttes de la « communauté Sida » dans les années 1990. À l'aune de cette expérience militante, elle décortique l'incurie des autorités dans la gestion de la crise sanitaire actuelle. Entretien.



Eugène Riousse

C'était il y a longtemps, très longtemps. Le 12 mars dernier, quelques jours avant le début du confinement. Dans un billet intitulé « Coronavirus : la réduction des risques et la solidarité, c'est nous » [1], Gwen Fauchois s'agaçait sur son blog de voir passer des comparaisons « idiotes » entre le coronavirus et le VIH : « Deux virus et deux épidémies qui médicalement ne sont pas comparables », assénait-elle. « Pourtant, ajoutait l'ancienne vice-présidente de l'association Act Up-Paris, s'il y a une communauté qui devrait partager son expérience, c'est bien la communauté sida. » Et la militante féministe et lesbienne, habitante du 18^e arrondissement de la capitale, de rappeler l'auto-organisation qui s'était alors élaborée entre les personnes séropositives et leurs proches : « Nous avons su et dû ne pas attendre l'État pour organiser des réponses à notre échelle. Nous savions la nécessité de prendre soin de soi pour ne pas transmettre à d'autres y compris des pathologies bénignes pour nous mais potentiellement graves pour nos amis immuno-déprimés. Nous savions respecter les mesures de précautions élémentaires, ne plus nous embrasser s'il le fallait et quand il le fallait et célébrer la vie néanmoins. Nous savions faire leurs courses, leurs dîners, leurs lessives si besoin. Nous pouvons nous inspirer de ces expériences. Des savoirs et solidarités populaires. Des savoirs de ceux qui savent d'abord devoir compter sur eux-mêmes. »

Début mai, quelques jours avant la fin du confinement généralisé, nous avons demandé à Gwen Fauchois quel était son regard sur ces deux mois de choix politiques ubuesques. Bilan sévère.

* * *

Aude Vidal - Dans ton billet du 12 mars, alors que s'esquissait une gestion autoritaire de la crise sanitaire, tu nous avertissais qu'une pandémie ne se gère pas contre les gens mais avec eux, et que les communautés ont des ressources précieuses, comme tu l'as expérimenté en militant à Act Up. On est deux mois plus tard et on cause de tout ça juste avant un déconfinement qui va beaucoup faire appel au civisme et à la responsabilité individuelle... alors même que les élites politiques se sont comportées de manière inique. Quels sont les points communs entre ces deux pandémies, le VIH et le Covid-19 ?

Gwen Fauchois - « Parmi les points communs, on peut retenir certaines formes de gestion ou de non-gestion par les pouvoirs publics. Dans mon billet pré-confinement, j'attirais l'attention sur le fait qu'à partir de nos expériences passées on pouvait se douter que l'État allait gérer la pandémie avec des temps de retard sur le rythme de sa progression et que ses priorités ne seraient sans doute pas celles de la population.

Malheureusement, ces deux points se sont avérés exacts. D'une part, le gouvernement a systématiquement pris ses décisions en se calant sur ce qu'il observait en temps réel. Ce défaut d'anticipation a conduit à ce que ses mesures perdent de l'efficacité qu'elles auraient pu avoir à un stade antérieur, provoquant une surenchère de brutalité car intervenant chaque fois dans un contexte dépassé et plus menaçant.

D'autre part, la priorité qui a dicté ces choix n'était pas le soutien et la protection des personnes, mais d'abord l'idée de protéger à tout prix l'appareil de production des conséquences d'une hécatombe potentielle.

Dans ce cadre-là, le soin aux personnes était plus connexe que premier. Il s'est moins agi d'organiser prise en charge et prévention, fin des contaminations ou éradication de l'épidémie que d'ajuster les effets de celle-ci au socialement acceptable. C'est-à-dire, en gros : quelles morts allaient être socialement et économiquement admises sans provoquer d'explosion sociale, quelle part de la population on pouvait confiner ou contraindre à prendre des risques et à aller au travail et quelle proportion de malades l'appareil sanitaire serait capable d'absorber, notamment les services de réanimation aux capacités réduites par des années d'austérité. »

Au-delà du « tou·tes ensemble » et de « la loi qui est la même pour tou·tes », ce qui a sauté aux yeux, c'était l'inégalité devant les conditions de confinement (conditions de logement et de travail, accès à un revenu). La maladie elle-même touche les corps différemment selon la classe et le statut social. En quoi l'action de l'État a-t-elle aggravé ces inégalités ?

« Les pouvoirs publics ont fait comme si on pouvait traiter de façon indifférenciée la population, en faisant abstraction des conditions matérielles et spécifiques dans lesquelles les gens vivent. Ils ont prétendu que le virus frappait de façon universelle et que les barrières pouvaient être conçues en ne considérant que les seuls aspects médicaux, en négligeant les volets humains et sociaux de la propagation. Alors qu'en réalité une épidémie se déplace, croît ou se combat en fonction du réel, des conditions d'existence comme des pratiques de la médecine.

On a systématiquement parlé du confinement, comme s'il n'y en avait qu'un, alors que ce n'est pas du tout la même chose - je vais caricaturer un peu - d'être confiné·e à plusieurs dans un petit appartement ou au bord de sa piscine dans son jardin.

Ce confinement a été construit en se basant sur un étalon posé comme universel mais qui en réalité ne ressemble qu'à un segment très partiel de la population. Ce standard ressemble d'assez près à ceux qui nous gouvernent : c'est plutôt un homme blanc, aisé, hétéro, cis, ayant un logement. Peu importe qu'il ne corresponde que fort peu à une très large partie de la population, il est érigé en

prototype représentatif. Et c'est à partir de ses mode de vie et besoins qu'est imposé le modèle de réponse à l'épidémie sans que soient prises en compte la diversité des réalités et les difficultés spécifiques des un·es et des autres. »

Malgré des conditions de vie très inégales, le même comportement était demandé à chacun.e, avec une suspicion envers les quartiers populaires. Le 7 mai on comptait au moins huit morts sous les coups de la police en à peine huit semaines. C'est un ennemi de l'intérieur qu'on a construit, la figure du jeune mec racisé de cité qui ne respecte pas le confinement ?

« Une fois le confinement bâti sur un modèle censé pouvoir s'appliquer uniformément, les conduites ont été évaluées en rapport avec l'écart à ce modèle. Mais les représentations des différents segments de la population ne sont pas plus abstraites que les conditions de vie. Elles sont culturellement et idéologiquement construites en fonction de la place de chacun·e sur l'échiquier social, et notamment économique. Mais aussi à travers des prismes genrés et racisés.

Ainsi des classes de population sont présentées *a priori* comme plus ou moins responsables, en capacité de respecter le confinement ou au contraire présumées irresponsables et dangereuses. Ce qui permet dans un second temps de justifier un contrôle qui, contrairement au confinement, est lui différencié : extrêmement autoritaire envers certaines classes et tolérant vis-à-vis d'autres composantes de la population.

Exemple, quand il s'est agi de mettre en scène [*médiatiquement*] des gens dans l'espace extérieur : s'ils étaient plutôt blancs, aisés, dans des quartiers bourgeois et qu'ils ne respectaient pas strictement les règles du confinement, on expliquait assez facilement que c'était parce qu'ils avaient besoin de respirer, que ce comportement était de leur part exceptionnel et même bien normal, compréhensible. Quand il s'agissait de populations de quartiers populaires, en particulier des jeunes mecs racisés, à ce moment-là on était quasi immédiatement dans le registre de l'irresponsabilité, il n'était plus question de ce besoin de respirer momentanément, d'exception (et ce alors même que leurs conditions de confinement étaient bien plus rudes). Ils étaient présentés presque par nature comme suspects de n'avoir jamais respecté le confinement. Une présomption de culpabilité leur était appliquée, justifiant par avance des formes de violences à leur égard. »

Au début de la crise sanitaire, pour pallier la pénurie de masques ou de tests, le gouvernement a choisi de communiquer sur l'inutilité de porter un masque ou de tester les personnes ne présentant pas de symptômes. De quelles ressources collectives nous privent les mensonges des dirigeants et leur façon d'infantiliser le public ?

« La pénurie de masques et de tests a été terrible à tous points de vue. D'abord elle a sans doute - conjuguée au retard et au défaut d'anticipation des pouvoirs publics (anticipation qui aurait certainement été possible, en observant ce qui se passait dans les pays voisins) - contribué au développement de l'épidémie.

Mais à partir du moment où on n'avait pas de masques, pas de tests, et où on ne décidait pas de s'en procurer en urgence, il fallait pour les autorités publiques (en contradiction avec les savoirs et impératifs sanitaires) décréter qu'ils étaient inutiles, même s'il s'agissait d'un mensonge. Dès lors qu'on ne les utilisait pas, la seule solution était un confinement autoritaire et massif.

On ne saura jamais si on aurait pu, comme d'autres pays, s'en passer. Peut-être n'était-il pas la seule solution ; peut-être aurait-il pu, accompagné de distribution de masques et de tests massifs des cas symptomatiques et de leurs contacts, être décliné sur des modes plus souples ou moins longs. Mais les pénuries et les choix politiques tardifs ne nous ont laissé que des solutions drastiques.

Le gouvernement a en outre préféré essayer de se couvrir en dissimulant ces pénuries plutôt que de les reconnaître. Ce qui a saboté un peu plus la crédibilité de la parole publique. Mais surtout a encore retardé le freinage de l'épidémie, matériellement mais également en termes comportementaux puisque chacun devait trier des injonctions et informations contradictoires.

L'incurie, c'est comme un serpent qui se mord la queue. Comme les décisions ne sont pas prises à temps, elles ne produisent pas d'effet optimum. Il faut donc y ajouter d'autres mesures plus brutales, imposées par ces choix et ce retard. Comme il est difficile pour le politique d'avouer que cette brutalité est de sa responsabilité, il a tendance à verser dans un autoritarisme accru pour l'imposer et masquer son incurie et sa part de responsabilité. C'est un cercle vicieux. »

Ce peuple a priori mal comprenant et mal exécutant, il s'est pourtant organisé pour faire vivre les solidarités et faire reculer la maladie sans sacrifier l'une à l'autre... « Face à un confinement d'urgence, conçu dans la verticalité - avec les décideurs en haut et les exécutants en bas -, faisant très largement abstraction des conditions de vie et à l'universalité de façade, la population a bien compris qu'elle était livrée à elle-même et devait compter sur ses propres savoir-faire pour que le confinement fonctionne. Elle a refusé la passivité dans laquelle les pouvoirs publics prétendaient l'enfermer ; au contraire, elle a multiplié les initiatives pour essayer de compenser les moyens que les politiques ne mettaient pas à sa disposition. Elle s'est organisée à l'échelle micro-locale et constituée en réseaux de solidarité d'aide directe matérielle (masques, médicaments, nourriture) mais aussi d'auto-information. Elle a mis en place collectes, cagnottes redistributives, repas pour les laissés-pour-compte. Sans cette auto-organisation, le confinement n'aurait pas pu tenir.

Reprenons l'exemple des masques. La population, qui est loin d'être irresponsable, a compris que même si ce n'était pas l'idéal, le masque allait non pas protéger mais au moins limiter les risques. Chacun·e s'est mis·e selon son savoir-faire à fabriquer des masques, à en coudre, à en distribuer et à adopter de façon micro-locale une stratégie de réduction des risques alors que le gouvernement en était incapable. »

Le confinement a donné lieu à des mesures liberticides graves (gardes à vue sans avocat, prolongation sans audience des détentions provisoires...) et à des injustices aux conséquences moindres (comme les verbalisations arbitraires suivant les normes morales de policiers majoritairement hommes blancs de classe moyenne). Si on ignorait qu'on était des administré.es, on l'a bien compris sur ce coup-ci ! Les moyens publics semblent avoir été mis sur la répression plus que sur la prévention et le soin. À venir, le flicage des personnes contaminées. Tu peux nous expliquer le danger d'une telle politique ?

« L'histoire des luttes contre les épidémies nous apprend que les mesures autoritaires sont contre-productives. Le gouvernement voudrait faire croire qu'autoritarisme et absence de consentement sont nécessité de santé publique alors que c'est exactement le contraire. Et même dangereux.

Si se faire tester suscite la crainte de subir une forme d'incarcération, de stigmatisation ou de discrimination, cela provoquera inmanquablement une méfiance vis-à-vis des médecins et du médico-social, du déni, des conduites d'évitement, de refus et d'échappement. Ce qui favorise mécaniquement la persistance de chaînes de contaminations invisibles, plus difficiles à briser, soit l'exact inverse d'une politique de santé responsable.

Laquelle réclame plutôt des individus informés et adhérant aux mesures proposées et à leur mise en œuvre, parce qu'ils perçoivent à la fois individuellement et collectivement les bénéfices attendus de la connaissance de leur état de santé et d'une prise en charge respectueuse offrant des moyens de prendre soin de soi et des siens. Des individus qui deviennent, à leur tour, des acteurs de prévention.

En termes de santé comme de libertés publiques, se passer du consentement est la pire des options. »

Le confinement avait bien mis la pression aux gens mais le déconfinement va continuer. Et parallèlement à ça, on voit les dirigeants organiser leur auto-amnistie (pas encore votée à l'heure de cet entretien [2]). Il y a un deux poids, deux mesures en matière de responsabilité ?

« La politique du gouvernement, c'est : il décide de tout mais n'est responsable de rien et inversement les citoyens ne décident de rien mais sont responsables de tout. Le déconfinement ne changera rien à ce positionnement idéologique.

Déjà la pression s'exerce pour un retour général au travail sans que l'organisation de protection des conditions de travail soit première. Depuis le début, la pression n'est pas d'abord mise sur les entreprises mais sur les travailleurs. On s'est servi d'un mélange de mépris social et d'héroïsation de celles et ceux qui devaient continuer à travailler dans ces conditions pour rendre acceptable le sacrifice de leur protection et leur santé. Mais le consensus qui s'était dégagé sur cette base pour rendre acceptable le sacrifice de certaines catégories sociales aurait été plus difficile à universaliser. D'autant plus difficile que la population n'avait pas fait sien le discours national-martial, le "Nous sommes en guerre" qui aurait pu permettre aux pouvoirs publics de justifier cette extension.

Or déconfiner, c'est peu à peu généraliser ce retour au travail, même si les hiérarchies sociales offrent des délais et une meilleure protection à ceux qui peuvent se passer de reprendre physiquement leur activité professionnelle. Ce qui signifie une visibilité accrue de cette protection médiocre des travailleurs et notamment du fait que la distanciation physique est peu mise en œuvre par les entreprises et autres structures, privées comme publiques.

Ce n'est pas un hasard si c'est d'ailleurs à ce moment-là que le masque redevient, dans le discours étatique, utile. voire même obligatoire. Encore une fois, on renvoie à la responsabilité individuelle ce qui devrait relever de décisions politiques. Et c'est au public et aux employé·es qu'il est demandé de compenser les déficits d'organisation et de protection tant des pouvoirs publics que des entreprises.

On le constate concrètement, la décision de déconfiner a précédé sa préparation et non l'inverse. Ce n'est pas la performance de cette préparation qui en a décidé mais la relance de l'économie qui a primé. Y compris sur le plan épidémique. Le gouvernement avait prétendu que le déconfinement dépendrait du niveau de circulation du virus et d'occupation des lits de réanimation. Or, s'il avait respecté ses propres critères, il ne pouvait décréter le déconfinement en Île-de-France (où le taux de passage aux urgences pour suspicion de Covid-19 et les hospitalisations - plus de deux fois supérieures à la prévalence nationale - restaient élevés) sans à tout le moins une meilleure organisation préalable, tant au niveau des transports que dans les entreprises. »

Propos recueillis par Aude Vidal

P.-S.

• Paru dans CQFD n°188 (juin 2020), par Aude Vidal, illustré par Eugène Rioussé, mis en ligne le 14/06/2020 :

<https://cqfd-journal.org/Gwen-Fauchois-Les-citoyens-ne>

La Une du n°188 de CQFD, illustrée par Emilie Seto *JPEG*

- Cet entretien a été publié sur papier dans le numéro 188 de CQFD, en kiosque du 5 juin au 2 juillet. Voir le sommaire du journal :

<https://cqfd-journal.org/Au-sommaire-du-no188-en-kiosque>

Ce numéro est disponible chez près de 3 000 marchands de journaux partout en France. Pour retrouver les points de vente près de chez vous, cliquez ici :

http://web2store.mlp.fr/produit.aspx?edi_code=H0o7caSytkE%3d&tit_code=UCrTkuIne3o%3d

Pour recevoir les prochains numéros dans votre boîte aux lettres, vous avez la possibilité de vous abonner :

<https://cqfd-journal.org/Abonnement-don>

Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 53678), [Covid-19 : La réduction des risques et la solidarité, c'est nous](#).

[2] Après plusieurs allers-retours entre le gouvernement, le Sénat et l'Assemblée, cette volonté de créer une sorte d'amnistie préventive pour les élus locaux et/ou les ministres a finalement été bien atténuée : la loi du 11 mai 2020 prolongeant l'état d'urgence sanitaire renvoie essentiellement au cadre juridique existant, à savoir la loi du 10 juillet 2000 sur la responsabilité des élus.